

Photos : Jean Casaubon

11 février 2009

Retour sur l'Assemblée générale du RSIQ des 5 et 6 février



De gauche à droite :
En haut : Amélie Gilbert,
Isabelle Lindsay,
François Roy, Mélisa
Ferreira, et Suzanne
Bourret
En bas : Geoffrey Kelley
et Camil Bouchard

Une soixantaine de personnes venues de 11 coalitions régionales membres étaient réunies à Montréal la semaine dernière pour 2 journées d'assemblée générale régulière placées sous le thème « réfléchir, débattre et décider ».

Le besoin d'une Politique en itinérance a été réaffirmé pour s'assurer que le gouvernement se dote d'une vision globale et cohérente et d'actions conséquentes pour répondre aux besoins. Jeudi, en ouverture, un panel a discuté des suites à donner à la Commission parlementaire sur l'itinérance.



Claudine Laurin : « Il faut continuer à pousser pour une politique, même si c'est long. Elle doit s'appuyer sur la notion de droits »

Le député libéral Geoffrey Kelley, président de la Commission des affaires sociales (CAS) qui a tenu cette consultation, souhaite fortement que celle-ci se boucle par un rapport, dans un délai qu'il ne peut avancer, le tout dépendant du calendrier parlementaire et du positionnement de son gouvernement et des autres partis. Le député péquiste Camil Bouchard, vice-président de la CAS, souhaite aussi une suite aux travaux sur l'itinérance, tout en rappelant que son parti a pris position en faveur d'une Politique globale sur la question. **Est-ce que ces partis s'entendront sur un rapport unanime ? Dans quel délai ?** Claudine Laurin, directrice de la FOHM, a bien appuyé le besoin d'une Politique dans son intervention, pour ne pas qu'un plan d'action soit une liste d'épicerie mais repose sur des principes fondamentaux. Norma Drolet, ancienne de l'Agence de Montréal, a aussi livré sa lecture, ayant suivi de près les travaux de la commission et rédigé son document de consultation.



Norma Drolet : « les groupes communautaires ont fait la démonstration sans équivoque de la pertinence et de l'importance de leurs actions : ils sont la première ligne en itinérance »

Pour le RSIQ, les suites de cette commission doivent prendre acte de l'appui exprimé à la demande d'une Politique tant par le milieu communautaire que par les villes, la Commission des droits de la personne, le Barreau, etc. À date, la réponse annoncée du gouvernement est celle de l'adoption d'un Plan d'action interministériel, dès ce printemps.

Pour réaffirmer l'appui à sa demande le RSIQ et ses membres tiendront différentes actions pour interpeller le gouvernement et consolider l'appui à la politique en itinérance. Les 25 et 26 février prochains, à l'approche du budget du gouvernement du Québec, le RSIQ tiendra une campagne d'appui, Un budget pour une Politique en itinérance, pour que celui-ci prévu à la fin mars, inclut des investissements pour soutenir les axes de notre politique. Une journée d'actions régionales pour une Politique aura aussi lieu le jeudi 12 mars. Lors de l'AG, les membres ont aussi mis à l'agenda un événement national d'envergure pour septembre 2009.



L'expérience de la Politique contre la violence conjugale : un témoignage bien inspirant !

Irène Demczuk, de la Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, a mis en lumière des parallèles entre la Politique de violence conjugale et notre demande d'une Politique en itinérance. (photo : M-Claude Vézina)



1) **AVANT** : dans les années 1970, on parlait de femmes battues, le problème n'était pas pris au sérieux : on voyait les femmes comme responsables . Il a fallu faire sortir le problème de la sphère privée et il y a eu beaucoup de batailles de la part du mouvement féministe pour considérer cela comme un problème social, notamment sur la criminalisation de la violence conjugale. Pour cela, cela a été important de miser sur l'opinion publique et la mobilisation.

2) **PENDANT** : un comité intersectoriel (MSSS-Justice-Sécurité publique et éducation) a été formé pour créer une politique interministérielle en violence conjugale. À partir de 1994, 75 organisations ont été consultés. La Politique est finalement née en 1995. La politique réunit 10 ministères. Il y a un secrétariat qui coordonne la mise en œuvre ainsi qu'un comité consultatif d'une quarantaine de personnes du communautaire.

3) **APRÈS** : **Il a fallu attendre 8 ans avant le premier plan d'action, avec 72 engagements. Mais on n'aurait pas pu se passer de la Politique qui établit des principes forts dont les actions découlent.** La Politique de violence conjugale a une renommée internationale; elle est considérée comme un modèle à cause de l'aspect concertation. Cela fait partie des conditions de réussite identifiées dans la Politique (avec la formation, la recherche, l'évaluation). Un des gains est la reconnaissance des groupes et le rehaussement significatif de leur financement. Actuellement, on est à l'étape d'évaluation et de suivi. La Fédé assume maintenant un rôle de chien de garde.

LA MOBILISATION DES GROUPES EN ITINÉRANCE - quelques régions s'expriment

Plus de 30 ans de concertation au RAPSIM : cela contribue au transfert d'expertises et au développement des ressources en itinérance et de leurs pratiques d'intervention.



À Sherbrooke, des projets collectifs ont émergé grâce à la table : un refuge mixte, un service de fiducie volontaire et bientôt une coop de solidarité en logement social avec soutien.

En Outaouais, c'est parti de la crise du logement, la situation dans les maisons de chambres. La mobilisation a porté fruit. Ça permet maintenant d'avoir du monde dans les manifs parce que les gens y croient. Le truc, c'est de diversifier les actions et de travailler à la fois sur des changements à court et à long terme.



Sur les photos, de gauche à droite :
De Montréal : Guy-Pierre Lévesque et Pierre Gaudreau; de Sherbrooke : Denis Boisclair, Marie-Claude Vézina et Jean Comtois et de Gatineau : François Roy

Retrouvez le plan d'action adopté par l'AG, les analyses produites par le RSIQ sur la commission parlementaire et sur IPLI et les outils de campagne en ligne

GROWING HOME

La semaine prochaine aura lieu à Calgary la 2e conférence canadienne sur l'itinérance. Parmi les présentateurs québécois, le RSIQ y donnera un atelier sur le thème « citoyen itinérant » portant sur l'expérience du forum Droit de cité de mai dernier.

Nous en profiterons pour nouer de nouveaux liens avec des partenaires d'autres provinces et entretenir ceux tissés au cours des dernières années. Important quand il s'agit de mettre de la pression dans les dossiers fédéraux !

Pour infos : www.nhc2009.ca

Autres dossiers discutés à l'AG

SPLI : La dernière portion de l'Assemblée a été consacrée aux enjeux liés au programme fédéral IPLI (devenu SPLI). Les membres ont indiqué leur grande déception que ce ne soit encore qu'une reconduction de 2 ans, alors qu'on avait applaudi à l'annonce d'un budget sur 5 ans. **Concernant la SPLI 2009-2011, il y a des craintes concernant la notion de services directs.** Il faut toutefois souligner que suite aux pressions faites par le RSIQ, ses concertations membres et les organismes en itinérance de Longueuil, la table de la Rive-Sud va pouvoir déposer une demande de reconduction du projet de concertation. **Dans les jours suivant l'AG, le RSIQ a eu la confirmation par Service Canada et le MSSS que des postes administratifs dans des ressources livrant des services seraient aussi admissibles à la prolongation.**

Une autre préoccupation soulevée en AG est le **budget insuffisant de la SPLI**, qui n'a même pas été indexé; le financement qui stagne diminue la portion de services qui pourront être réalisés. De plus, le budget ne permettra pas d'en plusieurs régions de soumettre de nouvelles initiatives en 2009-2011. **Le RSIQ continuera à intervenir pour que la SPLI 2009-2011 soit adéquatement et rapidement mise en place et développera son positionnement pour la SPLI 2011-2014** afin de rapidement faire des représentations. Le député fédéral de Brome-Missisquoi et critique du Bloc Québécois en matière de logement social et d'itinérance, Christian Ouellet, était présent lors de cet échange pour entendre nos préoccupations.

Financement du RSIQ : Actuellement, malgré sa reconnaissance par le milieu et les autorités, son financement par le gouvernement n'est que de 31 000 \$. Des pressions seront faites pour un rehaussement du financement du RSIQ par le PSOC national, dont un blitz d'appui cette semaine, afin d'assurer que le RSIQ ait les moyens d'agir.

MANIFESTATION pour le logement social (AccèsLogis) le samedi **28 février** à Montréal; Départ à 13h30 Carré Saint-Louis (métro Sherbrooke)
Transport : contacter votre association de locataires ou comité logement
Infos : FRAPRU (514) 522-1010
REJOIGNEZ NOUS SOUS LA BANNIÈRE RSIQ

DATES À RETENIR :

12 février : campagne de fax pour demander le rehaussement du financement PSOC du RSIQ

25-26 février : campagne pré-budgétaire

12 mars : journée d'actions régionales pour une Politique en itinérance

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec
(514) 861-0202
solidarite-itinerance@hotmail.com

Retrouvez nous sur la toile
www.rapsim.org
section RSIQ